

**C**ontrat  
**P**récarité  
**E**xclusion

*Ce n'est pas  
mieux que rien...*  
**... c'est pire que tout !**



Fédération  
de Paris

Avec le Contrat "Première Embauche" (CPE), les jeunes connaîtront désormais une période d'essai de deux ans. Cela veut dire que pendant deux longues années l'employeur pourra sans motif et à tout moment licencier son salarié. Chaque jour, la droite arrache des pages au code du travail pour en rajouter au code pénal !

## Tous ensemble

CONTRE	POUR
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Des mesures injustes</b> Les employeurs faisant signer un CPE se voient offrir sans contrepartie pendant 3 ans une franchise totale de cotisations sociales ! Le Gouvernement a délibérément choisi, une fois encore, de faire des cadeaux au patronat, au détriment des droits des salariés.</li><li>• <b>Des mesures inefficaces</b> Les exonérations de cotisations sociales ont montré leur inefficacité. Depuis 2002 et malgré de nombreuses exonérations, le chômage des jeunes est passé de 19,5% à 23%.</li><li>• <b>La précarisation du monde du travail</b> 70% des premiers emplois proposés aux jeunes sont des CDD. Dorénavant, ceux qui auront signé un CPE, connaîtront deux ans de précarité totale. Avec un tel contrat, comment trouver un logement, un emprunt ?</li><li>• <b>La fin du CDI</b> L'objectif du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy est très clair : généraliser rapidement à tous les salariés une période d'essai de deux ans.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>le retrait immédiat du CPE et du CNE</b></li><li>• <b>Une sécurité professionnelle</b> Tous les salariés, en cas de licenciement, doivent pouvoir toucher un véritable salaire en contrepartie d'une formation qualifiante afin de changer d'emploi dans des conditions convenables.</li><li>• <b>Une relance du pouvoir d'achat</b> Le PS se prononce en faveur d'une conférence nationale des salaires pour dynamiser la consommation des ménages et soutenir la croissance.</li><li>• <b>Des contreparties</b> Le PS demande la fin des allègements de cotisations sociales des entreprises sans contrepartie car elles ne créent aucun emploi et captent les ressources du budget de l'Etat au détriment des services publics.</li><li>• <b>Une politique de l'emploi</b> Il faut impérativement une véritable politique industrielle et un effort très important en faveur de l'innovation et de la Recherche.</li></ul>

**MANIFESTATION contre le CPE**  
**Mardi 7 février**  
**Départ à 14h, Place de la Bastille**  
**(Rdv devant l'Opéra)**